



Le véritable anarchiste ne veut ni commander ni obéir. Ennemi de toute autorité, il ne veut pas plus exercer celle-ci que la subir

Administration : L. CHABAUDIE  
1, Rue Vigne-de-Fer - Limoges  
Chèque postal 10.675

RÉDACTION :  
René DARSOUZE  
28, Chemin de la Borie - Limoges

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois Un an  
France . . . . . 5,50 11 » 22 »  
Etranger . . . . . 7,50 15 » 30 »

## Les Assurances sociales



J'ai déjà parlé, il y a quelque temps, de la loi des Assurances sociales.

J'y reviens.

Il me paraît d'autant plus indispensable d'y revenir, que tous les partis politiques et toutes les organisations ouvrières ont maintenant pris position.

Faut-il tout d'abord rappeler que pas une loi ne recueille l'approbation des anarchistes ? Et c'est logique, puisque les anarchistes poursuivent l'abolition de toute réglementation législative.

Les anarchistes sont donc, théoriquement et par principe, contre la loi des Assurances sociales, comme ils sont contre toute loi qui s'en propose.

Toutefois, découlant d'une doctrine générale, cette déclaration ne suffit pas et il est indispensable qu'elle soit suivie de quelques développements s'appliquant, d'une façon particulière, à la loi dont il s'agit.

Car nous ne sommes pas, on le pense bien, les seuls adversaires de cette loi que l'*Ami du Peuple* traite de « Loi de malheur » et que l'*Humanité* qualifie de « Loi d'escroquerie ».

Chose bizarre : on trouve les détracteurs de cette loi aux deux pôles de l'horizon politique : le pôle réactionnaire et le bolchevick. La bataille politique abonde en étrangetés de cette espèce ; elle aboutit fréquemment à des collusion qui seraient inexplicables si nous ne savions pas que l'objectif de tous les partis politiques étant la conquête du Pouvoir et des privilèges qu'elle comporte, chaque parti utilise les circonstances au mieux de ses visées ambitieuses et au détriment des partis rivaux.

Les raisons qui portent les anarchistes à se prononcer contre la loi des Assurances sociales ne sont pas — elles ne peuvent pas être — les mêmes que celles du Janus fasciste : réactionnaire et bolchevick.

Indiquons les nôtres.

Je n'entre pas dans le détail : une critique minutieuse de cette loi exigerait qu'on s'arrêtât à chaque article et, presque, à chaque paragraphe.

Je me borne à dire que : sur les sources auxquelles s'alimentera la caisse des Assurances sociales, sur la gestion et le contrôle des sommes perçues, sur le montant des allocations et indemnités prévues, etc., etc., j'approuve et prends à mon compte les critiques, réserves et condamnations excellemment formulées par le camarade Andrieux, au nom de la C. G. T. S. R. Et cette affirmation pourrait, à la rigueur, me dispenser d'en dire davantage si je m'en tenais au cadre spécifiquement ouvrier.

Mais pour préciser le point de vue anarchiste, il faut que je me place sur le terrain social et que je considère cette loi sous l'angle le plus étendu.

Le problème des Assurances sociales préoccupe depuis longtemps le monde po-

litique. Il est inscrit, depuis nombre d'années, sous de multiples formes, dans le programme de divers partis. S'il n'est en discussion que depuis peu de temps, s'il n'a franchi que récemment le seuil des commissions parlementaires, c'est que les Gouvernements qui se succèdent et les partis qui sont appelés par les fluctuations de la politique à exercer le pouvoir sont dans la nécessité de constituer « un fonds de réserve de réformes et d'améliorations » dans lequel ils puisent selon les circonstances. (Ne faut-il pas qu'ils aient l'air de faire quelque chose ?)

Ce fonds de réserve n'est pas particulier à tel Ministère plutôt qu'à tel autre ; il est commun ; le projet de loi des Assurances sociales est entré, il y a belle lurette, dans ce fonds de réserve et le Ministère Chautemps, Herriot, Clémentel ou tout autre l'en aurait extrait tout comme l'a fait le Ministère Tardieu, parce que les circonstances le nécessitaient.

Nous parvenons à une époque de crise économique, dont la durée et la gravité sont pressenties par tout observateur avisé et attentif. Cette crise n'en est qu'à la période de début ; elle est la conséquence fatale de ces deux facteurs conjugués : vie de plus en plus chère et chômage constamment accru, entraînant l'avilissement graduel des salaires. (Je ne fais que constater.)

On se fera, l'hiver prochain, une idée plus exacte de ce que sera cette crise.

Toujours est-il qu'il en résultera un malaise général, dont le monde du travail sera comme toujours le plus affecté.

Ce malaise se fait déjà sentir ; mais il est prévu et attentivement observé, depuis quelque temps déjà, par la bande de gros capitalistes : industriels, commerçants et financiers, dont M. Tardieu est le délégué au pouvoir.

Appelée à s'aggraver rapidement, cette crise ne manquera pas de déterminer au sein de la population toute entière une irritation qui serait de nature à mettre le régime en péril si — gouverner étant l'art de prévoir — les dirigeants n'organisaient pas à l'avance leurs moyens de défense.

Et le principal de ces moyens de défense ils le trouvent dans la loi des Assurances sociales. Cette loi vient à son heure. Elle tombe à pic pour fournir au Régime les justifications nécessaires.

D'une part, elle permet à l'Etat capitaliste de se tourner, souriant et paternel, du côté des salariés et de leur dire : « Vous ne pouvez mettre en doute les sentiments d'affection et le souci d'humanité qui dirigent nos actes. La loi des Assurances sociales a pour objet de vous protéger, de vous garantir contre les risques de maladie, de chômage, de vieillesse qui sont, hélas ! votre lot. Jusqu'à ce jour, vous n'étiez pas défendus, ou vous l'étiez insuffisamment, contre ces maux : vous le serez désormais. Soyez reconnaissants à la Société de ce qu'elle fait pour vous et vos familles ».

D'autre part, elle autorise l'Etat à se

tourner ensuite, grave et conciliant, du côté des salariants et à leur dire : « Ne nous accusez pas. Il nous était moralement impossible de refuser plus longtemps à vos ouvriers et employés le bénéfice des Assurances sociales. Comme celle de toute loi de ce genre, sa mise en application provoque un malaise dont vous souffrez. C'est la rançon fatale de tout progrès social qui trouble momentanément l'économie générale. Ne vous plaignez pas trop. Cette perturbation est éphémère ; avant qu'il soit longtemps, l'habitude sera prise, la stabilité renaîtra d'elle-même et il ne vous sera pas difficile de remettre en état vos affaires, dont l'équilibre n'aura été, au demeurant, que légèrement housculé. Veuillez, en tous cas, reconnaître qu'il n'y a pas de notre faute et que nous ne pouvons agir différemment ».

Sur ce, M. Tardieu fera, ou ses successeurs feront quelques grandiloquents discours sur l'entente, l'accord, la collaboration du Capital et du Travail ; la C. G. T. se plaçant sous le signe de « l'Intérêt général » emboîtera le pas.

Et le tour sera joué. Seulement, à l'expérience, les assujettis ne tarderont pas à se rendre compte que cette loi marque, comme ses sœurs : loi de huit heures, retraites ouvrières, etc. une scandaleuse et criminelle mystification.

Je dénoncerai celle-ci la semaine prochaine.

Sébastien FAURE.

### Tactique nouvelle

« Nous ne commettrons pas la sottise de lancer d'en haut des mots d'ordre de grève générale sans préparation, sans perspectives, ce qui est le moyen de se débarrasser en une fois de la lutte contre la loi des A. S. et de tuer net l'essor des masses vers la lutte. »

Vous vous souvenez, camarades, de cet ordre du jour dicté par le général Monmousseau, secrétaire de la C. G. T. U. et membre directeur du Parti dit communiste. Cet ordre va être mis en application en ce qui concerne l'agitation créée en vue des manifestations du 1<sup>er</sup> août.

Oh ! si le prolétariat est appelé par les bolcheviks à manifester cette année, la démonstration ne revêtira pas, comme en 1929, le caractère de journée internationale !

C'est simplement sur la base des problèmes revendicatifs et politiques du moment que le prolétariat sera convié, non à réaliser une journée politique de masse, mais à réaliser dans les entreprises le maximum d'action, de démonstration et de manifestation sur le lieu du travail.

Qu'il n'y ait pas préparation suffisante pour entraîner les masses à l'action, aucun étonnement à cela, les moscouitaires nous en ont souvent donné les preuves. Mais il restait quand même les perspectives : lutte contre la guerre.

Seulement, voilà... ces énergumènes n'ont plus aucun crédit auprès des prolétaires quand ils mettent cette question à l'ordre du jour. Les ouvriers se rappellent que ces fougueux antiquerriers, au dernier congrès de la C. G. T. U. ont adressé un message à l'armée rouge où il était écrit :

« L'armée rouge est une armée antimilitariste (sic) ; mais nous vous criions : il faut entretenir le brillant de vos canons, tenir votre poudre sèche et réprimer impitoyablement toutes les attaques qui se produisent actuellement sur la frontière chinoise, en territoire soviétique. »

Faut-il rappeler aussi la déclaration de Voroschilof, commissaire du peuple, à la conférence des syndicats régionaux de Moscou :

« La grande guerre à venir, où le sort de notre Etat et celui de la Révolution mondiale seront réglés pour toujours, sera une guerre de masses... La discipline dans les usines des Soviets doit, dès à présent, être rendue effective, et aussi strictement sévère que dans les rangs de l'Armée rouge elle-même. Nous devons donner, à toutes nos usines, une apparence réellement militaire. »

En contemplant nos camarades soldats rouges au cours des manœuvres de Babouïek, récemment, près de la frontière polonaise, l'Etat-Major Général et moi en sommes arrivés à la conclusion que, dans les conditions si compliquées de la guerre moderne, nos officiers sont beaux sous tous les rapports (!!!?)

Notre aviation, avec tous moyens chimiques et bactériologiques de détruire la vie, jouera un rôle décisif.

Nous ne devons, toutefois, nous contenter de nos armements, ni comme quantité, ni comme qualité.

La guerre qui vient sera décidée par les travailleurs... Hourrah pour la Révolution mondiale !

Et voilà pourquoi, abandonnant cette année l'imposante (?) manifestation mondiale contre la guerre, les bolcheviks en seront réduits à faire des réunions ordinaires dans une salle quelconque et où leurs meilleurs (?) orateurs développeront l'action pour des revendications immédiates (voyez cliché !).

Adieu ! la journée rouge (?) Adieu ! les grèves de masses dans les usines, les chantiers, les ports, etc. Adieu ! les manifestations de rues !

A tactique nouvelle, reculade sur toute la ligne et lamentable fin d'un bluff.

La situation du parti dit communiste et de sa vassale la C. G. T. U. est, nous l'avons déjà annoncé, loin d'être brillante.

Quand on en arrive à déclarer que « le comité central du P. C. sur proposition du bureau politique estime qu'il ne convient pas de maintenir, pour le 1<sup>er</sup> août 1930, le mot d'ordre de « grève politique de masse » ; que la « grève politique de masse » n'est pas un jeu auquel on se livre périodiquement », cela sent la décadence inévitable.

Oui, ce soit-disant parti qui a l'audace d'avouer qu'il n'a pas encore « trouvé la meilleure méthode d'aborder la masse » après en avoir essayé au moins une vingtaine, oui, ce parti est en pleine décomposition.

Son comité central avoue aussi « que l'on assiste à une régression sensible des effectifs et des organisations placées sous son influence et à une certaine perte des lecteurs de l'*Humanité* ainsi que la diminution des contingents électoraux ».

C'est le commencement de la fin. L'avant-garde dirigeante du mouvement ouvrier — les policiers communistes — a précipité l'inévitable chute, entraînant avec elle tous les dirigeants responsables — quels qu'en soient les échelons — de la C. G. T. U. Leur tactique nouvelle ne les sauvera pas du désastre.

Raoul DUTILLEUL.

# APPEL

Notre camarade Noël Morin, trésorier de la Revue Anarchiste arrêté lors d'une rafle pratiquée dimanche dernier au cours de la balade de Vigneux, est retenu pour insoumission militaire.

A l'heure actuelle, de plus amples renseignements nous font défaut.

Une souscription est ouverte en faveur de ce camarade.

Adresser les fonds à Fernand Fortin, 110, rue Saint-Maur, Paris, 11<sup>e</sup> (C. C. postal 378-20, Paris).

LA REVUE ANARCHISTE

## Pour plus de dignité

Ceux qui bâtissent les châteaux, les palais et les hôtels luxueux vivent dans les chaumières et les taudis. Les ouvriers et ouvrières qui fabriquent les beaux vêtements et les objets qui, par leur charme, agrémentent la vie, sont mal habillés et ne disposent que des objets sans valeur artistique les plus strictement nécessaires à la vie. Même le lait maternel des femmes pauvres doit nourrir les enfants des femmes riches au risque de la mort de l'enfant pauvre, car non seulement les femmes riches n'allaitent jamais leurs enfants, devoir pourtant le plus élémentaire d'une mère, elles ne les soignent jamais, ceci étant encore occupation de femmes pauvres, qui ainsi ne peuvent avoir elles-mêmes une vie de famille.

Que l'injustice sociale ait existé depuis des temps reculés et qu'une classe parasite vive sans travailler dans le luxe en exploitant la classe ouvrière, ne prouve pas que cet état social perdurera toujours, car le parasitisme ne fut et n'est possible que par le maintien des travailleurs dans l'ignorance et leur éducation dans un esprit de soumission et de servilité, mais surtout par l'éducation religieuse, qui fait croire aux pauvres qu'il faut supporter la misère sur la terre en attendant la félicité d'un paradis après la mort, imposition de la classe parasite, qui s'empresse de s'amuser et de jouir de l'existence de toutes façons aux frais des exploités.

Combattons donc partout et toujours l'ignorance et les superstitions religieuses et éveillons surtout le sens de dignité !

Mais la société capitaliste ne peut pas exister dans la société capitaliste, où tous nous sommes pris dans un engrenage, d'où nous ne pouvons pas échapper et qui nous amoindrit moralement tout en nous déformant intellectuellement.

Seulement une société qui, en garantissant la vie matérielle à tous, peut donner la possibilité du développement libre de la personnalité, parce qu'alors personne ne sera obligé de s'humilier.

## Causons un peu, mon voisin !

— Non, mon voisin, n'allez pas croire que ce qui menace de créer un conflit armé entre l'Italie et la France n'est que question de doctrine. Ne vous laissez pas prendre au piège. Ce n'est pas la liberté qui est en jeu car Tardieu, tout comme Mussolini, a d'autres soucis que de sauvegarder la liberté individuelle. De même qu'en 1914 les gouvernements se sont servis d'elle pour pousser les hommes à s'entre-tuer, les gouvernements actuels, sachant combien les hommes aiment profondément l'indépendance, essaient de faire croire que le peu qu'ils possèdent est en danger et qu'ils doivent être prêts à combattre et à mourir pour la défendre.

D'abord, laissez-moi vous dire que le peu de liberté que nous permet le gouvernement ne peut vraiment justifier un pareil sacrifice !! Et puis le piège n'est pas nouveau ! Et je me demande comment certains peuvent s'y laisser prendre aussi facilement. N'a-t-on pas tenu la même langue en 14 ? Et qu'est-il advenu des belles promesses faites ? Là aussi la liberté, le droit, étaient en lutte contre l'oppression et l'injustice ! Là aussi, il s'agissait de lutter pour permettre au principe démocratique de vivre !

Où, la lutte contre le militarisme prussien, quelle blague que c'était encore. Quand je pense que lorsque nous étions dans la boue, à grelotter, sans avoir mangé depuis 24 heures quelquefois, l'on nous disait qu'on ne remettrait jamais ça ! Et voilà qu'à nouveau l'on est à la ville de recommencer ! Ah ! malheur !

Non mon vieux, la guerre est une chose trop abominable pour que nous acceptions de la refaire, il faut prendre le devant, il faut partout, à l'usine, au bureau, sur le chantier avec ses amis, montrer que cette chose affreuse ne doit plus être, qu'il est indigne de tous hommes et femmes de l'accepter et encore plus de la permettre.

— Ça, pour ça, je suis d'accord avec

vous surtout que maintenant avec les avions de grand raid qui porteront la mort à des milliers de kilomètres ! ce sera encore plus terrible !

— Aussi il faut profiter de toutes les circonstances pour la combattre et, dans le cas qui nous occupe, il faut faire ressortir que, là encore, c'est une querelle économique, que Mussolini lui-même l'a avoué lorsqu'il dit : « Il faut nous agrandir, ou éclater ». La vérité, c'est que l'Italie cherche un débouché à sa population trop nombreuse et que, ne pouvant subvenir au besoin de la population, même en intensifiant son industrie, Mussolini, qui a promis la prospérité, essaie de faire croire que s'il ne réalise pas son programme la faute en est aux pays qui détournent des provinces comme la Savoie ou des villes comme Nice, qui rapportent assez bien et qu'il serait fructueux d'italianiser !

— En somme, c'est encore une question de gros sous et ça ne peut intéresser que ceux qui détiennent la caisse.

— Bien sûr. La question des antifascistes en France n'est qu'un prétexte. Mussolini et ses sbires ne sont pas assez bêtes pour espérer que ceux qu'ils ont chassés de chez eux en les obligeant à perdre leur situation, leurs amitiés, en les forçant souvent à laisser femme et enfants là-bas, vont s'estimer heureux et chanter les louanges d'une horde qui s'est imposée au peuple italien par la violence, allant jusqu'au crime.

— Il est vrai que les fascistes sont allés un peu loin. J'ai un Italien qui travaille avec moi dont ils ont tué les deux frères à coups de matraque !!

— Remarquez que je ne nie pas la possibilité d'une agression fasciste, c'est là chose possible; mais je veux surtout faire voir à tout le monde, Français et Italiens, que les conflits qui créent la guerre sont d'ordre capitaliste, que la solution de ces conflits par la guerre ne peut apporter que des désagréments à la majorité et des avantages à une poignée de mercantis, et que le progrès qui perfectionne les instruments de mort, fait de la guerre une aventure terriblement dangereuse pour tous hommes, femmes et enfants, quel que soit l'endroit où ils vivent.

Donc, en conséquence, il me semble qu'il est nécessaire d'entreprendre une lutte acharnée contre l'idée de guerre, de créer des causeries, des conférences, d'éditer des tracts, des journaux, des brochures, des livres contre elle; c'est là besogne en partie faite. Mais ces conférences ne sont pas assez fréquentées, les ouvrages ne sont pas assez lus, il faut redoubler d'effort. Il faut arriver à persuader la majorité du monde, et surtout les travailleurs, qu'en aucune circonstance ils ne doivent prendre part à la guerre. Et si, en dépit de cet état d'esprit, les gouvernements s'obstinent à déclencher l'horrible boucherie, que l'appel à la mobilisation sonne la fin de leur règne, que les travailleurs des villes et des champs chassent des municipalités et des parlements ceux qui se font les complices de la mercantrie internationale; qu'ils les remplacent par des leurs, qu'ils abolissent le capitalisme, déclarent la propriété commune; qu'ils règlent le conflit avec la partie adverse. Et si malgré tous leurs efforts, des peuples inconscients s'obstinent à vouloir se battre, qu'ils ne soient pas intransigeants, mais s'ils n'arrivent pas à une entente, eh bien ! là, au moins, ils sauront qu'ils se battent pour eux, pour la subsistance d'un système qui permettra à tous d'avoir de plus en plus de bien-être et de liberté, mais... gare aux politiciens !!

LEHAVREY.

## L'Encyclopédie Anarchiste

Un certain nombre de camarades dont les versements s'arrêtent au 30<sup>e</sup> fascicule (10<sup>e</sup> tranche de 3 Fascicules) ne se sont pas encore mis en règle avec notre trésorerie.

S'ils veulent recevoir, dès sa parution, le 31<sup>e</sup> fascicule, nous les prions de nous adresser, au plus tôt, la suite de leurs versements.

Je sais bien que, inscrits comme abonnés, ces camarades savent qu'ils peuvent être assurés de recevoir, quand ils le voudront, les fascicules qui suivent celui auquel ils se sont arrêtés. Mais ils ne se rendent pas compte du surcroît de travail que comporte l'envoi isolé de Fascicules après coup, alors que cet envoi pourrait se faire simultanément à tous les abonnés lors de la publication du fascicule mis en circulation.

Je ne permets donc d'insister pour qu'ils me fassent l'envoi d'argent que je leur demande, cette semaine, s'ils le peuvent.

Le 31<sup>e</sup> Fascicule est ou va être mis sous presse et il sera expédié dans les tout premiers jours du mois d'août.

Sébastien FAURE.

Chèque postal : Paris 733-91.

## Quelques explications justificatives

L'erreur peut être humaine. Elle n'a pas d'excuse quand elle émane d'adversaire, quand la passion anime la pensée de ceux qui se font juges. Malgré toute l'évolution humaine, l'homme n'a guère changé, de l'âge de pierre au temps moderne. L'homme pour son semblable est un loup.

Pour avoir émis des appréciations non conformes à l'orthodoxie régnant en la 3<sup>e</sup> C. G. T., j'ai déchainé la colère et l'invective. S'il m'est infiniment aisé de reconnaître une erreur due à une confusion de dates et de faits, sans pour cela que ma bonne foi puisse être mise en doute, ni être de parti pris.

Je puis m'être trompé sur l'occasion, cependant l'essentiel subsiste. En effet, si j'ai pu confondre l'exclusion déjà ancienne de Mayoux de la C. G. T. U. et prendre pour vraie les affirmations maintes fois entendues que celui-ci ne pouvait manquer de rentrer à la 3<sup>e</sup> C. G. T. Il a même, si je ne me trompe, été sollicité; or, en fait il n'y est pas entré, donc, impossibilité d'exclusion. Je reconnais volontiers mon erreur sur ce cas. Mais l'essentiel dans le débat institué par moi dans les cas d'exclusion, mérités ou non, de la 3<sup>e</sup> C. G. T., mais bien du sectarisme régnant en chacune des C. G. T., de l'exemple contagieux que ne manquerait pas d'inciter à la création successive de multiples C. G. T.. Or, l'erreur d'exclusion de Mayoux n'enlève rien au fait acquis, c'est là l'essentiel du sujet. Qu'un nouveau groupement syndical différent des autres a été constitué donnant ainsi dans l'avenir et avec les mêmes raisons la possibilité d'en constituer d'autres.

C'est là, à mes yeux, un grand danger qu'il convient d'éviter, en cela réside la raison de mon opposition à la nécessité de nouvelle C. G. T.

S'il est exact que la doctrine dont se recommande la 3<sup>e</sup> C. G. T. soit plus syndicaliste que les autres, il n'est pas moins vrai que de la constitution de nouveaux organismes, il en résulte un morcellement des forces ouvrières, un agrandissement du cercle empoisonné de division et de haine, sans compensation intéressante, sans espoir d'unité, sans aucun bénéfice, pire même, au grand détriment de la classe ouvrière. C'est là une vérité indiscutable contre laquelle la colère et les injures ne peuvent rien. S'il est parfois pénible de heurter les convictions de certains hommes que je me plais à reconnaître désintéressés et sincères, ou bien à louer leur activité, il me paraît difficile de rester muet quand mes convictions sont divergentes sur des faits importants. Lorsqu'il m'arrive de voir ce droit de discussion contesté à l'aide d'arguments stupides ou injurieux, il m'arrive d'être écœuré en songeant qu'en acceptant les directives de la 3<sup>e</sup> C. G. T. j'aurais été adulé tandis que je suis calomnié.

C'est le propre de l'homme de se dresser tyranniquement contre qui ose ne point épouser toutes ses convictions propres. Donc, point de surprise qu'en prenant attitude d'opposant on s'attire haine et outrage. Pourtant, s'il était vrai qu'on ait été un militant actif et sincère peut-être devrait-on être traité avec plus de ménagement, que les épithètes de menteur, de gaga, de réformiste et autres aménités tant en honneur chez les politiciens communistes, pourraient être bannies de nos controverses. Hélas! connaissant par expérience le sujet et le caractère des individus, j'ai la conviction profonde que les discussions à la 3<sup>e</sup> C. G. T. auront bientôt la même tournure acerbe et fielleuse, que celles vécues à la C. G. T. U. lors de notre opposition. Vraiment, c'est une perspective peu réjouissante. Est-ce une raison pour se taire, pour ma part, je ne le pense pas.

Pour terminer, je ne voudrais pas être trop cruel à l'égard du pauvre Olive qui s'est efforcé d'écrire comme il a pu contre moi des choses désobligeantes, cependant je voudrais lui conseiller d'être à la 3<sup>e</sup> C. G. T. un peu moins mouche du coche qu'il ne l'a été jusqu'ici partout, d'avoir des convictions antimilitaristes un peu plus désintéressées, en un mot de donner une bonne fois l'exemple d'une action réelle qui ne soit pas faite de vent et de bruit dont tant de fois il nous a affligés, cela sans rancune, avec le sourire... comme Tardieu.

Si après cela, il plaît aux partisans des

C. G. T. multiples de continuer leur action qu'ils continuent. Mais qu'ils ne nous demandent pas sérieusement de les approuver au nom de l'intérêt ouvrier, nous ne le pouvons pas. Tout cela nous semble illogique et paradoxal. — LE PEN.

## De l'Education

On s'étonne que la plupart des hommes aient si peu d'initiative et qu'ils soient tout disposés à suivre toujours quelqu'un, à n'avoir pas d'idée personnelle. Comment en pourrait-il être autrement avec l'éducation qu'actuellement on donne aux jeunes.

On enseigne à l'enfant le respect absolu, idiot de toutes choses, on lui apprend à ne jamais discuter ce que lui dit le père, la mère, le professeur... Si un ordre donné n'est pas exécuté aussitôt, si la moindre objection est élevée, on le gourmande, on le menace : « Allez, monsieur, vous êtes un vilain raisonneur ; apprenez que, lorsque vos parents vous disent quelque chose, vous devez faire ainsi, car ils ont plus d'expérience que vous ».

Et l'enfant, dont l'esprit est sans cesse en éveil, dont le cerveau toujours travaille, qui a soif d'apprendre... et de savoir, s'entend inmanquablement répondre par des arguments semblables. Il se lasse, son cerveau s'endort. Il devient le petit garçon ou la petite fille bien sage qui jamais plus ne raisonne.

On a, de cette façon, le jeune homme bien gentil qui, plus tard, fera le « bon soldat », puis le « bon citoyen »,... machine à tuer... machine à voter...

Comme si raisonner n'était pas la plus saine des choses, comme si le « raisonnement » n'était pas le seul indice de notre supériorité sur les animaux ?

Combien de gens qui, avec ce genre d'éducation, sont aujourd'hui de bonnes brutes qui travaillent, boivent, mangent, digèrent et dorment, passant dans la vie sans rien produire d'utile !

A élever l'enfant, dont le cerveau est une cire molle, comme on le fait actuellement, on tue en lui toute initiative. Au lieu de le conseiller, de le guider, en développant ses facultés, on lui apprend à toujours douter de soi et le résultat, qui est néfaste, influe sur toute l'existence de l'homme.

Combien n'osent rien entreprendre parce qu'ils craignent, ils ont peur, ils se défient d'eux-mêmes. Que de grandes choses sont restées dans le néant qui auraient vu le jour sans cette méthode criminelle ?

L'enfant doit être bien sage et surtout, bien obéissant. L'obéissance forme la base principale de l'éducation actuelle et enlève toute volonté... créatrice du Beau.

Ce qui manque le plus à notre nation, c'est une volonté. Les hommes qui, dans certains quartiers, créent des Universités populaires, l'ont si bien compris qu'ils n'ont qu'un but : donner une volonté au peuple.

Ainsi on est obligé de refaire à l'homme son éducation pour essayer de corriger et d'anéantir l'éducation fautive reçue par l'enfant !

Combien de fois n'ai-je pas entendu dire par des parents : « Cet enfant a une volonté incroyable ; c'est un volontaire, mais je le briserai ».

L'éducation actuelle donne les résultats que, de visu, nous avons déjà pu constater : une génération de suiveurs, de moutons, de soumis... On a brisé leur volonté !

En une fable charmante un jeune poète, dont le talent promettait beaucoup et qui, trop tôt, a été enlevé à l'affection de ceux qui le connaissaient, montrait d'une façon saisissante le danger de l'éducation autoritaire.

Un enfant, en voulant « mettre droit » un arbuste qui poussait « légèrement penché, dans une inclinaison charmante », l'a brisé. Et son père, déjà près de lui, le gourmande, puis :

Mais je te dresserai d'une façon si franche !... Et comment as-tu fait pour briser cette branche ?... [che ?... « C'est en la dressant », dit l'enfant.

Craignons qu'en brisant la volonté de nos enfants nous ne la brisions du même coup.

Du reste, respecter tout ce qui existe est essentiellement contraire à la science, à la nature, aux lois d'évolution.

L'insurrection contre toutes les réalités oppressives est une des conditions du progrès. Si l'on s'habitue à considérer tout ce qui est comme un dogme, on ne cherchera pas à aller au-delà, à trouver mieux. La découverte d'aujourd'hui n'est-elle pas faite de l'irrespect de la découverte d'hier ?

Pour faire des générations saines et fortes, pour faire les hommes libres de la Société de demain, apprenons à nos enfants à raisonner, créons-leur une volonté !... — Idam EHRLY.

# A la classe ouvrière de tous les pays au 1<sup>er</sup> Août 1930

Aujourd'hui encore, nous croyons nécessaire, en ces premiers jours du mois des moissons, de rappeler à la classe ouvrière la déclaration de cette guerre qui a duré 1561 jours, qui a coûté la vie à 10 millions de soldats et 7 millions de civils et a laissé dans les foyers 20 millions d'invalides.

Alors que les peuples de toutes couleurs, au cours d'un suicide réciproque versaient leur sang sur les champs de bataille et que les femmes, les enfants et les vieillards restés aux foyers, dans la majeure partie de l'Europe, avaient à souffrir la pire des misères, les profiteurs de la guerre, les accapareurs de vivres, réalisaient de fantastiques bénéfices.

Actuellement, douze années après la guerre, les profiteurs continuent sans être inquiétés à jouir de leurs profits sanglants sous la forme de rentes et d'amortissements des dettes de guerre qui, tant chez les vaincus que chez les vainqueurs, ont atteint des montants vertigineux. Les Etats-Unis paient cette année 1.162.000.000 comme intérêts et amortissement des dettes de guerre, soit 80 millions de francs par jour. Le peuple anglais distribue aux actionnaires des dettes militaires 120 millions de francs par jour, soit 5 millions à l'heure. Il en est de même dans les autres pays. La première revendication du prolétariat doit être :

La cessation des bénéfices de guerre !  
La suppression des dettes de guerre !  
Afin de réunir ces sommes colossales, les Etats ont poussé les impôts à des niveaux inimaginables avant 1914, impôts qui en définitive sont extraits du prolétariat productif, l'unique créateur de toutes les richesses. En outre, la protection de l'industrie indigène impose des droits d'entrée de plus en plus élevés : c'est la guerre internationale des tarifs douaniers qui se poursuit !

L'industrie se dédommage par l'application d'une rationalisation raffinée afin d'exploiter les travailleurs autant que faire se peut, sans souci de leur santé physique et morale, détruisant ainsi toute la signification morale de la journée de 8 heures. Les impôts effarants, qui réduisent à son minimum le pouvoir d'achat de l'ouvrier, la surélévation des barrières douanières qui étouffent l'échange international et l'intensification de la rationalisation qui exclut de plus en plus de travailleurs du processus de la production, ont créé un chômage comme le monde n'en avait jamais vu avant la guerre de 1914. Dans les grands pays, ce n'est plus par centaines de mille qu'on compte les sans-travail, mais par millions. Le désespoir de la classe ouvrière ressort clairement de la sombre statistique des suicides en Europe Centrale, qui croît d'une façon effrayante !

Les méfaits que commet la classe capitaliste blanche, elle les commet dans une mesure encore bien plus grave contre les peuples de couleur des colonies : L'Angleterre aux Indes, la Hollande en Indonésie, la France en Indochine, la Belgique au Congo, l'Italie en Afrique — pour ne rien dire des agissements des Etats-Unis en Amérique Centrale — ne dominent que par un régime de terreur et de sang, une dictature qui se démasque de plus en plus. Dans d'immenses territoires de la Chine, dans la totalité des Indes britanniques — ces deux pays comptant ensemble près de la moitié de la race humaine — règne l'atroce désespoir de la famine, de la mort par la faim. Et pour compléter l'enfer dans lequel la race humaine actuelle se débat, on poursuit, dans tous les pays et sous tous les régimes, l'organisation de la guerre, avec une fièvre de hâte qui confine à la folie.

Alors que le monde comptait en 1913 vingt millions de soldats exercés, il en compte actuellement trente millions. Les dépenses militaires ont doublé depuis cette époque. Les régiments modernes ont maintenant sept fois plus de mitrailleuses qu'autrefois. De plus en plus nombreux sont les pays qui organisent, ouvertement ou dans le secret, toute leur industrie nationale en industrie de guerre. On construit des milliers d'avions de bombardement, avec une capacité toujours plus grande, en conséquence de la prochaine guerre aérienne. La guerre des gaz et des bactéries se prépare internationalement sur une base scientifique.

Après la conférence navale de Londres, dont le plus clair résultat a été d'accroître l'opposition de la ruineuse course aux armements entre la France et l'Italie, les Etats-Unis procèdent au renouvellement et à l'extension de leur marine de guerre pour un montant de un milliard de dollars, et commandent en outre 322 avions de bombardement. En même temps, l'Angleterre met de nouveaux navires de guerre en construction et les militaires exigent au Japon 125 millions de yens pour l'extension de la flotte aérienne. Les Pays-Bas désirent augmenter leur flotte

militaire de 50 p. 100 pour un montant de 120 millions de florins. En sus de son budget ordinaire, la France va consacrer cinq milliards de francs à la mise sur pied de guerre de son armée, sa marine et sa flotte aérienne. L'Italie construit des navires de guerre par dizaines, des avions par centaines et renforce son militarisme de toutes les manières possibles. L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, avec l'appui de l'Italie, réclament de plus en plus haut la restauration du service militaire obligatoire et de leur ancien militarisme. La France consacre 70 p. 100 de son budget total au paiement des intérêts et à l'amortissement des dettes de guerre et à la préparation de la prochaine; les Etats-Unis 72 p. 100, l'Angleterre 75 p. 100.

Entre temps, les fils de travailleurs, dans tous les pays, en leur qualité de futurs soldats ou de futurs ouvriers de l'industrie de guerre, sont préparés à être asphyxiés par les gaz ou déchirés par les bombes venues des airs, empoisonnés qu'ils sont par le nationalisme belliqueux des livres d'école, et la génération qui monte se trouve ainsi préparée internationalement à de nouveaux assassinats de peuples.

La II<sup>e</sup> Internationale, dont les partisans, aux moments critiques, ont toujours pris et prennent toujours parti pour l'impérialisme, tant dans la répression de l'opposition des travailleurs révolutionnaires et des peuples de couleur, que lors de la déclaration des guerres impérialistes, la II<sup>e</sup> Internationale se borne à émettre de platitudes manifestes sur le désarmement non par l'action concertée des travailleurs mais par les gouvernements impérialistes eux-mêmes, et profite des tartarades de Mussolini pour remettre à plus tard le désarmement dans les pays « démocratiques ». Mais les travailleurs doivent bien se garder que leur haine du fascisme et des provocations de Mussolini ne soit exploitée par un quelconque gouvernement impérialiste pour les entraîner dans une guerre contre le peuple italien, dont il faut arrêter par centaines les meilleurs représentants pour que Mussolini puisse prononcer, sans être dérangé, ses discours criminels.

L'Internationale syndicale d'Amsterdam semble être toujours dominée par l'esprit de cette dernière, elle semble avoir totalement oublié qu'on s'est un jour prononcé pour la grève générale en cas de guerre. L'idéologie bolchéviste, qui réveille en Russie l'esprit militaire par des moyens dictatoriaux et emprisonne les insomnis, ne sait placer en face de la folie de violence de l'impérialisme qu'une violence plus folle encore, ce qui affaiblit plutôt que de la renforcer la politique de la Russie des Soviets en face du front unique que forme l'Europe réactionnaire.

Et naturellement, le désarmement volontaire par les gouvernements, désarmement promis solennellement au cours de la guerre mondiale, n'a abouti à rien. Que les impérialistes voient leurs conférences de la paix échouer, le fait qu'ils ne prennent pas même leur Société des Nations ou leur Pacte Kellog au sérieux, tout cela n'a rien qui doive inquiéter les travailleurs. Car l'impérialisme ne peut rien apporter d'autre au monde qu'une « paix » impérialiste, un armistice entre deux conflits sanglants, caractérisé par l'exploitation plus intensive de la classe ouvrière. Si les impérialistes avaient pu se mettre d'accord au cours de leurs conférences internationales, cela aurait simplement été sur le partage du butin réalisé dans l'épuisement des peuples de couleur et de race blanche. Que les capitalistes ne puissent éviter les conflits entre eux, ce n'est pas une catastrophe pour le travailleur, pourvu que celui-ci soit absolument déterminé à ne s'y laisser entraîner sous aucun prétexte, et à en tirer parti autant que possible. En cas de déclaration de guerre, c'est par la grève générale et l'insoumission collective qu'il renversera la force malfaisante de l'impérialisme et organisera une société où régnera une paix véritable, c'est-à-dire la paix prolétarienne. Il est temps de s'y préparer, la situation est sérieuse : les insomnis et objecteurs internationaux montrent l'exemple.

Le peuple des Indes, lui aussi, semble avoir compris la vraie tactique — le refus de payer l'impôt — contre laquelle le militarisme se heurtera en vain. Il appartient au peuple de prendre, à l'instant, ses responsabilités en face de ce mouvement, de refuser toute collaboration au militarisme.

Travailleurs de tous les pays !  
Propagez l'action directe contre la guerre et les préparatifs belliqueux.  
Prenez ouvertement fait et cause pour les insomnis militaires.

Préservez vos enfants des mensonges qu'on leur sert dans les écoles.

Organisez la contre-guerre et la révolution sociale dans les ateliers même, par la création de noyaux anti-belliqueux.

Contrôlez votre production, signalez les transports d'armes.

Cessez la fabrication de munitions et de matériel de guerre.

Envisagez, de concert avec vos camarades d'atelier et de vos organisations professionnelles, les mesures nécessaires à cet effet.

Manifestez contre toute extension du militarisme, et dans la mesure des possibilités, répondez-y par des grèves de la production et de l'impôt.

Prouvez par votre action que vous avez compris la leçon de la guerre mondiale.

La Haye, fin juin 1930.

Le Bureau International Antimilitariste contre la guerre et la réaction.

L'Association Internationale des Travailleurs.

## Pour faire réfléchir

Des procédés connus permettent aux puissants de hisser leurs créatures aux plus hautes charges de l'Etat, quelquefois même à la dictature. C'est un génie incomparable, l'homme exigé par la situation, répète journellement la presse, en parlant du sauveur secrètement choisi. Actes et paroles, tout devient admirable chez ce héros à la Plutarque que ses vertus élèvent au-dessus de l'humanité ordinaire.

Une armée de thuriféraires l'accompagne, exaltant ses moindres gestes, applaudissant à tout rompre ses discours les plus saugrenus ; et le peuple, qui l'aperçoit de loin seulement, se dit qu'un tel homme doit être bien grand pour susciter des enthousiasmes pareils. Naturellement, la jeunesse dorée fait partie du cortège ; un los ininterrompu s'élève des chaises chrétiennes ; les élégantes s'en mêlent, et des lèvres amoureuses ou dévotes forment de suaves prières à l'intention du nouveau messie.

Chaque dimanche, il inaugure des monuments, remet des décorations, préside des banquets, pérorer longuement ; des puces chargées de bouquets l'embrassent à tout propos, des maîtres et autres personnages jusqu'à terre inclinés surgissent à chaque arrêt de son auto. Délégations d'anciens militaires, cultivateurs incapables de distinguer le froment du seigle, prétendus représentants des corporations ouvrières l'assurent qu'il a pour lui l'ensemble de la nation. C'est par milliers, par millions, peut-être, que s'évaluent les kilos d'encens et de salive requis pour fabriquer un Foch ou un Poincaré !

Pour un vulgaire ministre, il en faut moins assurément, et moins encore pour un simple parlementaire. — L. BARBETTE.

## En Bulgarie

### 1. Un nouveau crime dans la prison départementale de Sliven

Dans une lettre-protestation publiée dans le numéro 24 de notre journal *La Voix Ouvrière*, du 7 juin, nos camarades prisonniers dans la prison départementale de Sliven nous décrivent les brimades qu'ils subissent par l'ambition unique du garde-chiourme en chef Dragan Coteff.

Ainsi cette espèce d'imbécile commença ses répressions vis-à-vis de nos emprisonnés en réussissant de faire signer, par le directeur de la prison, un ordre permettant aux gardes-chiourmes d'enlever tous les objets « superflus » des prisonniers malgré que les règlements leur permettent de les acheter par leurs propres moyens.

Quelques jours après la signature, cet ordre fut exécuté d'une manière si barbare qu'on pensa d'être attaqué par des bêtes sauvages et féroces. A propos de cette barbarie, les prisonniers politiques ont fait une demande auprès du directeur en l'invitant de venir contrôler lui-même les résultats de son ordre parce que ses sbires, dans leur folie, ont enlevé aux prisonniers même les petites boîtes leur servant pour mettre dedans du sel, du sucre, du poivre, etc. Cette demande, comme celle adressée au ministre de la justice, fut retournée aux emprisonnés politiques par les soins de ce même type Coteff.

Après ces démarches sans succès, nos camarades ont réclamé un rendez-vous avec le directeur et, n'ayant pas obtenu une réponse positive, ils ont commencé à frapper sur les portes de leurs cellules vers 19 heures et demie appelant le directeur. Mais le garde-chiourme en chef Coteff au lieu du directeur, a amené un sous-officier avec six soldats pour maltraiter ceux qui frappaient sur les portes.

Ils rentrent ensuite dans la cellule n° 23 et font sortir de là-bas l'anarchiste Nicolas Orssouloff, en le frappant sur le dos et la poitrine par le bout de leurs fusils. Les

prisonniers, indignés de cette barbarie, commencèrent à frapper sur les portes des cellules avec leurs chaînes, criant aux attaquants : « Honte ! Assassins ! » etc.

Le sous-officier, effrayé de la solidarité des emprisonnés politiques et voulant plus vite finir son travail, tira deux coups de revolver sur notre camarade, mais celui-ci par hasard, en baissant la tête réussit à sauver sa vie.

### 2. Les répressions gouvernementales et fascistes contre les étudiants fédéralistes

Dans le même numéro 24 de *La Voix Ouvrière*, nous lisons une protestation du secrétariat de la fédération des étudiants bulgares populaires contre l'arrestation de 100, parmi lesquels 14 étudiants fédéralistes de l'Université de Sofia à propos de l'anniversaire de l'assassinat de notre grand poète, écrivain et révolutionnaire Christo Boteff, élève de Bakounine et un des précurseurs des anarchistes bulgares.

Le 2 juin nos camarades étudiants décidèrent de manifester dans la rue le 54<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Christo Boteff par les sbires tures et la trahison des patriotes bulgares. Malgré les mesures prises par la police ils ont réussi à former leur manifestation et en chantant la chanson de Boteff : « Il est encore vivant ». Ils ont pris la direction vers le palais royal, mais à peine arrivés au milieu de la place Alexandre I<sup>er</sup>, devant le palais royal, ils étaient attaqués par la police, les mouchards et les étudiants fascistes. Mais malgré ces répressions gouvernementales et les insinuations du journal communiste *L'Echo* contre les anarchistes de la fédération des étudiants bulgares populaires nos camarades étudiants ont montré, le 2 juin 1930, aux prolétaires bulgares, comment ils doivent lutter contre le fascisme et que leur action directe sera plus forte que mille grands discours des politiciens.

### 3. Un nouvel assaut d'assassinat contre notre camarade Velks Steganoff

Dans l'article précédent nous avons annoncé l'arrestation de notre camarade Velks Steganoff pendant le mois d'avril 1930, mais dans une lettre publiée dans le numéro 25 de *La Voix Ouvrière* du 15 juin, il nous annonce le danger de mort qui pèse sur lui dans l'île Saint-Jean où il fut exilé dernièrement.

Un fasciste, jaloux du bon accueil que notre camarade a trouvé parmi la population de Sosopole-ville, située à côté de la Mer Noire, voulait l'assassiner quand ce dernier lavait son linge, mais notre camarade réussit à désarmer ce pauvre type avec le secours des gardiens du phare et de jeter son arme dans la mer. Après avoir pu se sauver de cet assassinat notre camarade fut arrêté par la police de Sosopole et battu féroce. Il fut libéré après le témoignage des gardiens du phare, mais il est toujours menacé d'être assassiné par les fascistes.

Dans le même numéro du journal nous apprenons l'arrestation de notre camarade Dimiter Panoff, ancien rédacteur de *La Voix Ouvrière*, poursuivi suivant l'article 7 de la loi pour la défense de l'Etat. D'autre part le rédacteur actuel nous annonce dans une lettre, que nous venons de recevoir ces jours-ci, qu'il est menacé d'être arrêté et condamné à 7 ans de prison pour un article paru dans le journal.

Ajoutons encore la confiscation du n° 23 de *La Voix Ouvrière* — six numéros confisqués depuis un an — par la police, pour montrer aux camarades anarchistes, anarcho-syndicalistes de tous les pays, dans quelles conditions leurs camarades bulgares luttent contre la réaction et le fascisme bulgare.

.....

H. RUNHAM BROWN

## La Persée

Bref exposé de ce que sont la Résistance à la guerre et l'Internationale.

Editions de l'Internationale des Résistants à la guerre (war resister's international), 11, Abbey Road, Enfield (Middlesex) Angleterre.

.....

### COMITE DE L'ENTRAIDE

Réunion extraordinaire le vendredi 1<sup>er</sup> août, à 21 heures précises, bureau 30, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Les groupes syndicaux ou philosophiques de solidarité sont invités à se faire représenter.

Adressez les fonds à Charbonneau Lucien, chèque postal 653-87, rue des Roses, 22, Paris, 1<sup>er</sup>, ou les remettre au bureau du S. U. B.

.....

### SOUSCRIPTION POUR LA « V. L. »

Nous avons reçu de Limoges : Max Couturier, 4 fr. ; Demars, 4 ; Perrissaguet, 3 ; Groupe Libertaire, 140 ; D. Nouvel, 10. — Total : 161 francs.

## REPONSE AU PITRE BOURROUSSE

Depuis la fondation de notre Union locale, — qui date de 1926 — nous pouvons dire sans honte que nous avons subi tous les assauts de nos adversaires, nous montrant dans leur presse, dans leurs réunions ou meetings, comme des AGENTS DE LA BOURGEOISIE ou bien du PATRONAT. Il fallait alors avoir de la **volonté, du courage**, pour répondre à nos **tâches calomnieuses**. Il ne se passait pas de jours, sans que j'allasse apporter la contradiction dans la propre maison de l'adversaire, au risque d'être frappé, insulté, calomnié, et dans toutes ses réunions beaucoup de nos adversaires mordirent la poussière, à la grande satisfaction des travailleurs bordelais.

Ah ! certes, je ne fus pas **tendre** pour les **insulteurs professionnels**, car j'ai toujours combattu l'adversaire, loyalement et franchement, non pas la haine sur mes lèvres, ni par la calomnie, mais avec des preuves et des **documents irréfutables** ; et c'est ainsi que j'ai pu avoir raison de ces derniers.

Peux-tu m'en faire un grief ? Je ne le pense pas ; et si j'ai défendu des militants, probes, honnêtes et désintéressés, qui appartenaient à notre Centrale, peut-être là est mon tort, à ton point de vue. Mais si c'est cela, il faut me le dire franchement, loyalement, et sans arrière-pensée et sans y mettre la haine comme tu le fais.

Je sais que toi et les tiens, vous ne me pardonnerez jamais d'avoir assaini notre maison et d'avoir chassé impitoyablement les escrocs, les voleurs, les tapeteurs, et d'avoir redonné confiance aux syndiqués qui ont pu respirer à pleins poumons. Là est mon orgueil...

Je sais que tu as mis tout en œuvre avec des gens de ton acabit pour torpiller ce que j'ai construit avec mon camarade Cassat. Je sais aussi que tu prépares un nouvel assaut contre ma petite personne ; il fera comme le dernier : il se brisera contre le bloc des travailleurs de notre ville, qui m'accordent leur confiance.

Tu me dis que je suis un **sectaire, un incapable, un dictateur**. Allons, mon vieux, tu as encore dans ton sang le germe du virus **moscovitaire** ; il est regrettable pour moi que je n'aie pu arriver à le détruire, le malheur a voulu que ma science soit encore à retardement. Mais, dis donc, est-ce que c'est être **sectaire** lorsque l'on voit un **trésorier d'une Union locale qui ne remplit pas ses fonctions et qui, au lieu d'apporter son effort avec les camarades qui luttent, préfère jouer à la BELLOTTE**, riant de l'action que nous faisons ?

Je voudrais te demander à quelle date tu t'es mis en relation avec la **trésorerie de la C. G. T. S. R.** ? Je te demande à quelle date tu as arrêté les **comptes de notre Union** ? Si c'est ça être **sectaire**, merci !

Tu me dis aussi que je suis un incapable. Laisse-moi rire ! Je trouve que tu as la mémoire courte ; tu devrais pourtant te rappeler lorsque tu venais me voir à mon domicile, tu me priais de te faire, en collaboration, des notes pour répondre à nos adversaires. Je n'étais pas à ce moment-là un incapable. Et pour te rafraîchir la mémoire et qui fut la dernière, celle-là, c'est celle où ton ami **Jean Poux** affirmait que tu avais menti. Tu sais, c'était dans un chantier, où il était question de la journée de huit heures et où, devant moi, tu te posais en victime. Certes, ce que l'on pourrait me reprocher c'est de n'avoir pas un cerveau aussi développé que le tien et je ne suis pas non plus de ceux qui manient avec **élégance le dictionnaire ; un humble ouvrier et non un intellectuel comme toi**.

Et où est-il le temps où tu n'avais que le nom de **Fernis** dans la bouche et partout où tu te trouvais tu essayais de faire voir l'homme d'action et d'énergie que j'étais. Je suis sûr à ce moment-là que si j'avais été mort, tu aurais fait tout le nécessaire pour m'ériger une statue. Aujourd'hui, vieille malle que je suis, je suis tout juste bon à jeter en pâture ! Mais toi, la jeune valise, sache, une fois pour toutes, que la dite vieille malle apportera au bout du quel la jeune valise.

Et puisque tu as eu besoin d'un défenseur qui affirma que les propos tenus par Nelson et moi le 16 mars, à l'hôpital, étaient erronés, je me permets de faire appel aux camarades qui étaient présents au bureau de l'Union locale, à savoir : **Lavau, Cassat, Fauré, Nelson** et ton serviteur. Qui ou non, as-tu dit que tu trouvais étrange que je fis appel à la **solidarité en faveur de notre camarade Antignas** ? Qui ou non, as-tu tenu les propos suivants : Qu'il n'était pas syndiqué et qu'il n'appartenait pas à notre Union locale, et que j'avais fait plus pour lui que pour les autres ? Tu mens encore, car chaque fois que l'on a fait appel à mon concours, je ne m'y suis jamais refusé. Il faudrait aussi te souvenir de la réponse de Lavau. Qui ou non, as-tu dit que tu trouvais étrange que je fasse présider nos meetings et nos réunions par ce brave camarade, et quelles étaient les raisons pour lesquelles je n'avais pas fait appel à **Lapeyre** ? Qui ou non, as-tu dit que j'avais une part de responsabilité dans la chute de l'ancienne Union locale, qui était autrefois adhérente à l'**U. F. S. A.** ? Tu sais que là encore tu mens, d'autre part, tu dois te souvenir que c'est en accord et en conformité des décisions prises

au Congrès de Lyon en 1926 (art. 11 des statuts), que nous avons mis le bureau en demeure d'accepter les décisions ou bien de nous remettre les livres de comptabilité, les procès-verbaux et tous documents qu'il détenait (voir lettre-circulaire que nous adressâmes à Daguette), que toi-même tu signas. Qui ou non, m'as-tu dit que les dépenses que j'avais faites à la dite Union, c'est parce que j'en avais et tu dois savoir que tous les camarades me sont redevables d'une somme assez conséquente ? Et souviens-toi aussi les engagements pris par les uns et les autres pour le remboursement de la brochure « La République Fédérative », et des cent francs que me redoit encore le groupe libertaire. De cette somme, j'en ai fait mon denier, mais il faut que les camarades sachent que si les compagnons de **Comité Sacco et Vanzetti ont été remboursés, c'est grâce à mon attitude, dont je suis fier**.

Je ne sais pas dans quelle poubelle tu as plongé ton museau pour vomir toutes tes insanités. Ce que je regrette le plus, ce n'est pas d'avoir été un camarade pour toi, mais un frère sur lequel bien souvent tu venais t'épancher.

Pour moi, c'est bien fini. Tu pourras hurler, tempêter, fulminer, je ne me retournerai même pas pour te faire taire, je hausserai simplement les épaules en te méprisant, non pas comme un adversaire, loyal et franc, mais comme un lâche et vil calomniateur.

J.-M. FERNIS.

## BEZIERS

Dans les prisons républicaines. — Un détenu à la prison de Saint-Nazaire nous fait parvenir une lettre qui, par circonstances spéciales, n'a pas passé par la censure de la Direction. Il a pu donc nous dire toute la vérité sur la vie des emprisonnés dans les geôles de la très démocratique et républicaine France de Tardieu et Péret.

Les punaises et les poux empêchent de dormir les condamnés. L'hygiène est une fantaisie pour les employés de prison. Au lieu de deux heures de promenade que marque le règlement, le gardien-chef ne permet rien qu'une et pas complète. Le travail à la tâche est obligatoire et le maximum de salaire 0.35 par jour. Comme les détenus ont élevé une protestation, pour toute réponse on les a menacés de leur défendre d'aller à la cantine et de les condamner au régime du pain et d'eau.

La situation pour les emprisonnés est si difficile qu'ils sont plusieurs qui veulent faire la grève de la faim, plutôt que de continuer à être traités comme des bêtes.

Nous demandons à qui de droit, si les employés qui font de pareilles infractions aux règlements, ne pourraient être soumis au même régime des détenus, pour voir s'ils arriveraient à comprendre le crime qu'ils font avec les malheureux qui tombent dans leurs sales pattes. — T. LIBERTÉ.

## THIERS

Epilogue d'une manifestation. — La Voix Libertaire a relaté à l'époque les incidents survenus à Thiers, le mercredi soir 12 février ; une manifestation populaire de plus de 600 personnes venait troubler la quiétude de notre maire dictateur, pour rappeler à une plus grande pudeur ce mousquetaire, sur les instances des cléricaux, avait osé interdire la parole au conférencier Chapin.

Mercredi 23 juillet comme suite aux plaintes de cet honnête et loyal magistrat, comparaisaient en correctionnelle devant une salle d'audience archi-comble d'un public de sympathiques, les trois camarades Vergnaud, Faye et Mme Guillou.

A la barre, seize témoins à décharge, tous outrés de la partialité et des contradictions de l'accusation contre nos amis, vinrent réduire à néant les ragots intéressés et mensonges du maire et tous ses valets civils et policiers.

Sentant le terrain fragile et l'antipathie du public pour nos accusateurs, le procureur jésuitiquement évita de charger nos camarades demandant en conclusion un verdict d'apaisement, aussi après une belle plaidoirie de M<sup>me</sup> Ernest Lafont et Planché nous étions en droit d'espérer, sinon un acquittement complet (pourtant conclusion logique de cette affaire), au moins le sursis pour une légère amende.

Il n'en fut rien, mais craignant ce jour une nouvelle manifestation de sympathie du public à l'annonce de leur verdict d'injustice, les chats fourrés renirent au vendredi 25 leurs décisions, jugement condamnant les camarades : Vergnaud, à 30 ; Faye, à 60 et Mme Guillou, à 120 fr. d'amende sans aucun sursis.

Ayant jugé de la douceur de la police locale lors de la manifestation, nous avons pu ainsi nous rendre compte de l'équité des gens de justice, tous dignes souteneurs du régime de liberté que nous dispensent avec tant de grâce et bonne humeur ce grand et honorable républicain de Tardieu.

Ces messieurs peuvent être assurés cependant que nous ne sommes nullement intimidés par leur répression, ayant la vérité de notre côté, nous sommes décidés plus que jamais à poursuivre notre tâche d'éducation et d'action révolutionnaires, heureux de constater en cette circonstance, la solidarité de la classe ouvrière thiernoise, malgré toute la calomnie déversée sur notre compte par les Jésuites civils et religieux. — Le groupe libertaire.

## AMIENS

### IL FAUT ARRÊTER LA PROGRESSION DES IMPÔTS

Dans un article du « Progrès » de jeudi dernier, Tribaldy examine la question des impôts qui, loin de diminuer, comme on voulait nous le faire croire, augmentent encore d'une façon inquiétante autant que régulière. De toutes parts, dit-il, s'élèvent les plaintes des contribuables des départements. Les feuilles d'impôts portent des chiffres plus élevés que ceux de l'année précédente quand on n'avait pas encore dégrévé. D'où la déception. Il explique aussi que l'augmentation provient des conseils généraux et municipaux qui, pour appliquer certaines lois votées par le Parlement, n'ont d'autres ressources que de donner un tour de vis aux centimes additionnels. Dégrévé d'un côté, le contribuable est grevé plus lourdement d'un autre, ce qui fait qu'en définitive il sent chaque année le poids de l'impôt devenir plus lourd et impossible à supporter.

En conclusion de cela, Tribaldy reconnaît indispensable la révision, la refonte de notre système fiscal trop compliqué, trop enchevêtré.

Ne nous endormons pas sur le mol oreiller de l'optimisme en nous disant « les impôts rentrent, cela durera bien autant que nous », car il se pourrait bien qu'un jour les impôts ne rentrent plus.

A l'appui de cet article du rédacteur en chef du « Progrès de la Somme », notre Tardieu national vient justement, dans son discours de dimanche, à Nancy, faire, au sujet des impôts, une déclaration sensationnelle. Il faut, dit-il, **arrêter résolument la progression des impôts**, car toute dépense nouvelle, même couverte par des taxes nouvelles, serait funeste à l'économie, à l'épargne et à la vie nationale. Et il explique que le dernier budget d'avant guerre s'élevait à cinq milliards et celui de 1930 à 52. En y ajoutant les ressources qui vont, soit à la Caisse d'amortissement, soit aux budgets locaux, c'est **soixante dix milliards** que nous coûtent chaque année les services publics et la dette viagère.

Il ne faut donc plus que la France voie ses budgets s'augmenter d'année en année de cinq milliards. Il faut arrêter coûte que coûte le flot envahisseur ! Et comme mesures propres à arrêter ce flot, que préconise-t-il ? L'énergie gouvernementale et l'éducation du public ! Faute de quoi, Tardieu nous dit, en résumé, que ni les lois sociales, ni les hauts salaires, ni la prospérité ne sauveront le pays de la ruine où la surcharge fiscale l'aurait précipité.

Eh ! bien, ne lui en déplaise, et malgré tout l'optimisme et toute l'énergie dont il fait montre, notre Mussolini en herbe n'arrivera pas à arrêter cette marée montante des impôts, à moins que l'éducation du public, comme il dit, ne se fasse et que devant les charges de plus en plus accablantes, il ne se refuse à payer, comme le dit Tribaldy, il ne fasse la **grève des impôts**. Ce serait, sans doute, pour les gouvernements, que ce soit celui de Tardieu ou de Tartempion, le commencement de la sagesse ou celui de la fin. Tous les gouvernements qui l'ont précédé et tous ceux qui le suivront ont tenu et tiendront le même langage de bluff et d'optimisme pour endormir le mécontentement qui sourd un peu partout. C'est le rôle de tous les politiciens au pouvoir. Après nous le déluge, pensent-ils. Le principal pour nous est de durer. Qu'importe que la charge que nous laisserons à nos successeurs devienne, par la suite, impossible à solutionner. Ainsi résonnait Louis XV et ses ministres. Louis XVI recueillit la succession. On sait ce qui lui en advint. Nos ministres républicains font de même, préparant ainsi le lit de la prochaine Révolution qui balayera tout ce que la précédente avait laissé debout : **L'Etat et le Capital**.

Ce sera le seul moyen d'arrêter la **progression des impôts** qui écrasent surtout le peuple qui produit et qui peine, en supprimant toutes les causes d'impôts que nécessitent forcément le formidable appareil de répression qu'est l'Etat : fonctionnaires, armée, police, etc., etc., et l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant la Propriété et tous les profiteurs du régime : patrons, rentiers, etc., etc., qui sont, eux aussi, une des causes de la cherté de la vie, de la progression des impôts. En dehors de cette solution il n'y a pas de salut possible.

LOUIS RADIX.

### CHANGEMENT D'ADRESSE

Toutes les communications concernant la Rédaction de la « Voix Libertaire » devront être adressées, dorénavant, 28, chemin de la Borie, 28, Limoges.

## PONT-REMY

En ce moment, la lutte bat son plein entre exploités et gouvernés d'une part, et exploités et gouvernants, d'autre part, au sujet de l'application des assurances sociales.

A part la C. G. T., qui a marché de connivence avec le gouvernement et qui a accepté le principe du versement ouvrier et la loi des assurances sociales, la majorité des travailleurs est hostile, sinon à la loi, du moins au prélèvement constituant pour eux à une diminution. L'agitation est du reste générale un peu partout, sauf à Amiens, où elle a été confinée à quelques maisons, comme Devred, les **Sachez-riés de la Somme, Hartley-Pons**, et ne s'est pas, faute de coordination dans le mouvement, étendue à d'autres maisons ; par contre l'agitation a gagné d'autres centres importants, comme Rouen, Saint-Quentin, etc. Tout le Nord est en effervescence et il est à prévoir que le mouvement sera bientôt général contre cette loi de duperie, dont le travailleur est appelé à faire tous les frais, comme, du reste, pour toutes les lois soi-disant sociales dont il est censément le bénéficiaire.

\*\*\*

Dans notre localité on n'est pas resté inactif. Vendredi 18 juillet, en signe de protestation, à l'usine **Saint**, les ouvriers ont fait un arrêt dans le travail de trois-quarts d'heure, et dans la nuit de dimanche qui suivit il fut collé des affiches appelant les travailleurs à la grève générale. Dès le lundi matin, tous les ouvriers se réunirent sur le pont du village et beaucoup de jeunes, venus à bicyclette, allèrent, drapeau rouge en tête, à Flexécourt, où réside le patron **Saint**. Bientôt plus de 8.000 ouvriers et ouvrières étaient réunis et une délégation de 16 ouvriers, représentant huit usines sur onze, fut nommée. Cette délégation avait la charge de demander une augmentation de 10 p. 100, augmentation que le patron refusa, comme tout exploitateur qui se respecte.

A l'annonce de cette nouvelle, ce fut une protestation générale et les cris de : « **A bas le Capital !** » partirent à l'adresse des **Saint** et autres profiteurs du régime. Les travailleurs défilèrent ensuite sur la place du Marché. Les délégués, **Callé**, de Beauval, et **Lenglet**, donnèrent le compte rendu de l'entrevue. La dislocation se fit ensuite par une manifestation devant le château de **Saint**, bâti sur la plus belle place de Flexécourt. Quelle différence entre ce château magnifique, élevé avec la sueur du peuple, et les misérables chaumières du faubourg Saint-Sauveur ! Quelle différence entre ce château des Tout-Puissants **Saint**, seigneurs nouveaux d'une nouvelle féodalité industrielle, et ceux de l'ancien régime féodal, perché sur un sommet dominant la cité, avec ces tours crénelées et les misérables bicoques qui l'entouraient et qui étaient comme écrasées par le château-fort ? Pour moi, je n'en vois aucune. 141 ans ont passé depuis la Révolution de 89 et la situation est la même qu'avant. Le peuple a fait à ce moment-là, une révolution politique : les maîtres ont simplement changés de nom. Demain, à la prochaine Révolution **inévitabile**, qui s'avance, c'est au pouvoir **économique et politique** qu'il faudra s'en prendre.

Détruire les titres de propriété et briser les cadres de l'Etat, puis reconstruire sur de nouvelles bases de communisme anarchiste... voilà l'œuvre que devra accomplir la prochaine Révolution.

La manifestation s'était donc déroulée dans le plus grand calme et chacun allait s'en aller sans incident lorsque, tout à coup, sans motif aucun, envoyés par je ne sais qui, le préfet sans doute, à la demande de **Saint**, une bande de gendarmes montés arrivèrent pour amener le désordre dans la manifestation.

Une intervention du maire les fit déguerpir. **Saint** ayant refusé le lendemain de donner satisfaction, les ouvriers marchèrent sur Longpré, à 7 kilomètres de là et firent déclencher l'arrêt du travail dans cette usine.

Aujourd'hui, la grève est générale partout aux usines **Saint**.

L'union s'est faite entre unitaires et confédérés. Réjouissons-nous de cet accord et espérons qu'il n'en sortira qu'une action plus féconde en résultats pour la classe ouvrière.

SPECTATOR.

**LE HAVRE.** — Le groupe se réunit les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredi de chaque mois, Cercle Franklin, à 20 h. 30, demander la salle au concierge. Bibliothèque, causerie. Invitation cordiale à tous.

Le Gérant : LANGLOIS.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Imprimerie RIVET, 1, rue Vigne-de-Fer